



*Territoires et action publique territoriale :
nouvelles ressources
pour le développement régional*

XLV^e colloque de
l'Association de science régionale de langue française (ASRDLF)

organisé par le
Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT)
et ses partenaires (ASRDLF, ACSR, GRIDEQ, GRIR, VRM, CRISES et le
ministère des Affaires municipales et des Régions du Québec)

CONFÉRENCE INAUGURALE - 26 AOÛT 2008
JOHN FRIEDMANN

Professeur honoraire à la *School of Community and Regional Planning*
de l'Université de Colombie-Britannique (Vancouver)
et professeur émérite de l'Université de Californie (Los Angeles)

(traduit de l'anglais par B. Jean et D. Lafontaine – version anglaise originale aux pages 4 à 6)

Chers amis, je suis ravi de pouvoir vous parler aujourd'hui, même si c'est de manière virtuelle plutôt qu'en personne. Ce qui nous réunit ici est un vieux rêve, le rêve d'une région autonome dans une famille de régions couvrant la planète. C'est une idée qui a fait surface à différentes époques et, au cours de ma vie, durant les années 1930, et encore durant les années 1970, pour s'estomper par la suite. Peut-être le moment est-il venu où cette idée va refaire surface de nouveau pour une autre période de temps.

À chaque fois, ce rêve d'une solidarité couplée avec une autonomie territoriale a ré-émergé dans un contexte historique différent, en réponse à différentes conditions et à différentes exigences. Ainsi, l'idée d'une région engagée dans son propre développement endogène – que l'on peut aussi appeler le développement alternatif – est-elle clairement une idée dynamique. Il y quarante ans, il y avait au cœur de cette idée la nécessité de ré-enligner le développement des nations du Tiers-monde autour du principe de la satisfaction des besoins humains essentiels, ou ce que j'ai appelé « des moyens d'existence suffisants ». Ce principe a été défendu au plus haut niveau par des organisations comme l'Organisation internationale du travail à Genève, et même la Banque Mondiale a jonglé avec cette idée durant un moment, pour finalement l'abandonner. De nos jours, c'est l'impératif de la durabilité dans son double sens écologique et social - et pourquoi pas ajouter culturel - qui nourrit le discours actuel sur le régionalisme. Quelques personnalités visionnaires de la seconde moitié du XX^e siècle, comme Aurelio Peccei et Kenneth Boulding (des noms qui ne sont probablement pas familiers pour la plupart d'entre vous) ont compris que dans un monde aux ressources non infinies, il y a des limites à la croissance. Mais leurs voix n'ont pas été entendues et n'ont pas donné lieu à une redéfinition majeure de l'expérience humaine. Il nous appartient maintenant d'effectuer un examen critique de la voie dans laquelle nous sommes engagés collectivement et de l'orienter vers une autre qui serait durable.

Dans ma conférence donnée au Troisième Forum Urbain Mondial de 2006 où j'ai proposé, pour les régions récemment urbanisées, un développement basé sur des actifs, j'ai identifié sept groupes d'actifs régionaux comme étant des cibles prioritaires pour les investissements publics. Le premier et plus important de ces actifs, ce sont les *ressources humaines* d'une région, c'est-à-dire sa population, la qualité de vie de celle-ci et ses moyens d'existence. Ici, j'identifie quatre besoins humains essentiels : le logement abordable, l'accès à l'éducation, l'accès à une bonne santé et l'accès à un transport abordable. Ce sont là des besoins qui prennent forme dans

l'économie réelle, - par opposition à l'économie virtuelle de la haute finance- , et qui nous aide à nous ancrer aux conditions de vie propres à différents milieux. Un second groupe d'actifs que j'ai identifié, c'est la société civile organisée, ce qui concerne les multiples activités auto-organisées par les citoyens. Cette société civile est pour une large part impliquée dans la vie quotidienne des citoyens dans leurs quartiers et dans leurs communautés. Les investissements publics dans ces activités citoyennes sont un moyen de cultiver les fondements démocratiques de la vie en commun. C'est une manière de soutenir un autodéveloppement d'une région, centré sur la vie, plutôt que sur l'exportation de la production dans une économie globale compétitive et impitoyable.

Je ne veux pas vous ennuyer avec une longue liste de ce que je vous présente comme les éléments d'un développement alternatif sous l'impératif de la soutenabilité. Mais quand nous recentrons le changement social progressiste sur les vies humaines plutôt que sur la production, - et spécialement la production pour l'exportation- , nous fixons de nouvelles priorités. Nous devons apprendre à regarder le développement régional à travers des lunettes différentes de celles des économistes néo-classiques et également, à utiliser aussi un vocabulaire différent - et pourquoi pas une autre poétique ne pouvant être instantanément cooptée -, tel que le vert l'a été par tout le monde, incluant les corporations transnationales.

Je suis pleinement conscient que ce que je suis en train de dire ici est à l'opposé de l'éthos dominant du capitalisme global, un système qui s'est réinventé lui-même depuis le début des années 1970. Le capitalisme s'enorgueillit de sa rationalité impétueuse, refusant d'admettre que son rationalisme pontifiant repose sur les fondements irrationnels du marché boursier, lequel n'a que peu de liens avec le monde matériel réellement existant. C'est un système que nous disons global dans sa portée mais qui n'est d'un bénéfice réel que pour une petite minorité. Et nous ne faisons que rarement le lien entre les troubles politiques qui submergent la plupart des pays africains (pour ne citer qu'un seul exemple évident) ou les guerres au Moyen-Orient dans le cadre d'une compétition globale pour les ressources, ou encore la Chine qui devient maintenant un sérieux compétiteur et l'Inde qui ne tardera pas à suivre. Cependant, des mouvements d'opposition ont émergé. On se rappelle tous de Seattle et de Gênes. Une forme plus violente d'opposition au capital global, ce sont les mouvements « jihadistes » islamiques dont les croyants aspirent à ce qu'ils perçoivent comme l'âge d'or du Califat au Moyen-Âge.

Comme régionalistes, nous aussi exerçons une forme d'opposition ou plutôt de dissidence face à cet ordre hégémonique. Nos formes de dissidence sont en partie intellectuelles, mais elles consistent aussi en des pratiques quotidiennes de la vie réelle – dans les limites de nos possibilités – pour un autre développement. Vous demandez : quelle sont ces pratiques ? Ici, j'en mentionne quelques unes : réduire votre empreinte écologique ; vivre plus simplement ; faire en sorte que les biens durent plus longtemps, recycler ; acheter des aliments frais des agriculteurs locaux ; marcher, conduire son vélo, et si vous le devez, prendre les transports publics ; couper la TV et utiliser votre temps de manière plus imaginative, comme converser avec ses amis, rester en forme, s'impliquer avec ses voisins, étudier, apprendre à faire des choses. Il s'agit là de pratiques modestes qui ne vont pas faire la première page des grands journaux métropolitains. Mais peut-être que ce sont précisément de telles pratiques simples comme celles-ci qui, si vous les additionnez, vont préfigurer un monde qui, s'il réussit à s'imposer, peut paver la voie à une nouvelle ère postcapitaliste centrée sur des communautés inclusives et des régions autonomes de petite échelle façonnant une vie en harmonie avec la nature et les êtres humains, nos semblables.

*

(Original allocution, in english)

Friends, I am thrilled to be able to speak to you, albeit through this medium of virtual reality rather than in person. What brings us together here is an old dream, the dream of an autonomous region in a family of regions spanning the globe. It is an idea that has surfaced from time to time, in my lifetime in the 1930s and then again in the 1970s only to go underground again. Perhaps the time has come now when it will resurface for another stretch of time.

Each time this dream of solidarity coupled with territorial autonomy has re-emerged in a different historical context, responding to different imperatives and conditions. And so the idea of a region engaged in its own *endogenous* development—we may also call it an *alternative* development—is clearly a dynamic one. Four decades ago, its core notion was to realign development for Third World nations around a principle of basic human needs, or what I've called a sufficiency of livelihood. This was championed at the highest levels by organizations such as the International Labor Office in Geneva, and even the World Bank toyed with it for a while but in the end abandoned it. Today it is the imperative of sustainability in both its ecological and social meanings (and why not add cultural meanings as well?) that informs the current discourse on regionalism. Some far-seeing people in the latter half of the 20th century, such as Aurelio Peccei

and Kenneth Boulding (names probably unfamiliar to most of you), understood that in a world of finite resources, there are limits to growth. But their voices were not heard and did not bring about a major re-thinking of the human enterprise. It is now up to us to critically examine the path on which we are collectively embarked and point it in another, that is, a more sustainable direction.

In my talk to the Third World Urban Forum in 2006 where I suggested an assets-based development for newly urbanizing regions, I identified seven clusters of regional assets as priority targets for public investment. The first and most important of these are a region's *human assets*, that is, its people and the quality of their lives and livelihood. Here I identified four basic human needs: affordable housing, educational opportunities, access to good health, and affordable mobility. These are needs that arise in the real economy (as opposed to the virtual economy of high finance) and helps us to orient ourselves to the actual conditions of life in particular places. A second assets cluster I identified as *organized civil society*, that is, as the multiple self-organizing activities of people. For the most part, civil society is engaged with the everyday life of neighborhoods and communities. Public investments in these activities is a way of nurturing the democratic foundations for a life in common. It is a way of supporting the self-development of a region that is centered on life rather than export production in a competitive, dog-eat-dog global economy.

I don't wish to tire you with a long list of what I see as the focus for an alternative development under the imperative of sustainability. But when we refocus progressive social change on human lives rather than production, and especially production for export, we establish new priorities. We have to learn to look at regional development through glasses different from those of neoclassical economics, and have to use a different vocabulary as well—a different poetics—that cannot be readily coöpted, as the color green has been coöpted by everyone, including transnational corporations.

I'm fully conscious that what I am saying here is at odds with the prevailing ethos of global capital, a system that has been reinventing itself since the early 1970s. Capitalism prides itself on its tough-minded rationality, unwilling to admit that its professed rationalism is actually based on the irrational foundations of the stock market that bears very little relation to the actually existing material world. It is a system that we say is global in its reach but which is of real benefit to only a small minority. And so we rarely link the political turmoil that has engulfed most African

countries (to cite only one obvious example) or the wars in the Middle East to global competition for resources, with China now a serious competitor and India soon to follow. Oppositional movements have of course emerged. We all remember Seattle and Genoa. A more violent form of opposition to global capital are the jihadist movements of the Islamic Ummah, whose believers yearn for what they perceive as the golden age of the medieval Caliphate.

As regionalists, ours, too, is a form of opposition to, or rather dissent from, the hegemonic order. Our forms of dissent are partly intellectual but they also consist of everyday practices, of actually living—to the extent that we can—another development. You ask, what are these practices? Here I list some of them: reduce your ecological footprint; live more simply: make things last; recycle; buy fresh food from local farmers; walk, ride your bike, and if you must, ride public transit; cut back on TV and use the time you gain in more imaginative ways, such as conversations with friends, staying fit, getting involved in your neighborhood, studying, learning to make things. All these are practices of modest scope that do not make the headlines of metropolitan newspapers. But perhaps it is precisely such humble practices as these that when you add them up will prefigure a world that, if it succeeds in drawing back from the brink, can usher in a new, post-capitalist age centered on inclusive communities and the small scale of autonomous regions fashioning a life in harmony with nature and our fellow human beings.

**